

Le Pétrole et la Politique Américaine

Denby, secrétaire d'Etat à la Marine, a démissionné; l'attorney général Dougherty est sous le coup d'une enquête du Sénat; William C. Mac Adoo, beau-fils de Woodrow Wilson et ancien membre du cabinet Wilson, a probablement anéanti la chandé qu'il avait d'être élu en juin comme candidat du parti démocrate, en acceptant d'un des magnats du pétrole des honoraires se totalisant par le chiffre coquet de 125.000 dollars; Franklin K. Lane et d'autres anciens ministres, enfin plusieurs personnages officiels de moindre envergure, ont touché d'importantes sommes des firmes pétrolières qui se sont assurés les Réserves navales de pétrole. Tels sont les résultats immédiats de l'enquête sénatoriale qui bat son plein. La façon dont ces chefs de la vie publique américaine se sont trouvés impliqués dans le scandale des pétroles est une démonstration impressionnante des conséquences du présent système économique.

En vue d'assurer, à l'avenir, son approvisionnement en pétroles, les Etats-Unis mirent sous un régime spécial certains terrains pétrolifères nationaux, sous la désignation « Réserves navales de pétrole ». Depuis l'armistice, un certain nombre de capitalistes ont mené une campagne méthodique tendant à la concession de ces réserves en vue de leur exploitation au bénéfice de simples particuliers. La campagne eut un plein succès. Des baux furent signés. Les profiteurs commencèrent à exploiter les réserves, suivant une série de contrats, qui ont accordé à l'Etat de 16 à 17 0/0 du pétrole extrait à la surface du sol.

Les réponses de ces Messieurs

Le sénateur Lenroot demanda à M. Doheny (à qui l'un des baux avait été concédé) s'il ne pensait pas que son bail lui donnait un avantage illicite au détriment de l'Etat.

M. Doheny répondit : « Non, au contraire. Je crois que le gouvernement a tiré un avantage considérable du contrat que nous exécutons. Nous avons d'ores et déjà dépensé 14 millions de dollars sur une pipe-line et 10 millions de dollars sur une autre, et nous comptons dépenser 24 millions de dollars sur ce travail particulier ».

Le sénateur Lenroot : « Combien d'argent comptez-vous gagner grâce à ces dépenses ? ».

M. Doheny : « Vous voulez parler de bénéfices ? ».

Le sénateur Lenroot : « Précisément ».

M. Doheny : « Je dirais volontiers que nous aurions bien de la malchance si nous n'en tirions pas un bénéfice de 100 millions de dollars ».

M. Doheny mentionna cette somme tout à fait incidemment, comme si elle n'avait rien d'anormal.

C'était simplement un cas ordinaire d'affaires ordinaires.

Le procédé par lequel ces énormes sommes ont été empochées par les profiteurs est assez simple. Tromper les personnages officiels; subventionner la presse; acheter des hommes politiques, au beau milieu du cabinet. Telle est la méthode classique, et devenue



normale, grâce à laquelle les hommes d'affaires américains ont mis au pillage le domaine national et exploité le peuple des Etats-Unis. Jusqu'à 1923, la cession des Réserves navales de pétroles dépendait du secrétaire d'Etat à la Marine. Par un décret du 1^{er} juin 1921, signé par le président Harding, l'administration des Réserves fut transférée au département de l'Intérieur — c'est-à-dire aux mains de M. Fall, un homme connu pour avoir des intérêts considérables dans des terrains pétrolifères mexicains et qui fut aposté dans le cabinet Harding comme secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Ce décret semble avoir été pris à la suite d'un débat en conseil de cabinet. Le secrétaire Denby a été interrogé minutieusement sur le transfert hors de son département, de services présentant un intérêt aussi vital pour le pays (25 octobre 1923). Ses réponses paraissent à peine croyables. Il déclara qu'il ne savait absolument rien en ce qui concerne la politique du ministère de la Marine quant aux Réserves de pétrole; qu'il n'avait gardé aucun souvenir de la signature du contrat de Teapot Dome; et qu'il ignorait quelle quantité de pétrole serait concédée à l'Etat sous le régime de ces contrats.

A l'époque où fut fait le transfert des Réserves aux services du secrétaire d'Etat Fall, ce ministre était déjà en pourparlers avec Harry F. Sinclair. Du moins l'arrangement était déjà tout préparé et la cession fut menée rondement.

Les journaux achetés

Plusieurs journaux semblent avoir protesté carrément au début. Ce fut le cas particulièrement de la « Denver Post » et aussi des « Denver News ». Des dépositions qui devinrent décisives le 15 février dernier, prouvèrent que M. Bonfils, directeur de la « Post », touchait un dividende sur les Réserves, se chiffrant par 500.000 dollars. M. Shaffer, directeur des « News », après avoir affirmé à plusieurs reprises qu'il ne possédait aucun intérêt dans la transaction, reconnut une lettre comme étant écrite de sa propre main, où il avait dit : « Comme vous savez bien, j'ai un intérêt personnel dans cette affaire. Le secrétaire d'Etat Fall s'est arrangé avec M. Sinclair pour qu'une certaine superficie des terrains me soit attribuée personnellement ». Dans l'un et l'autre cas, il fut démontré que ces journalistes